



BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE  
INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION  
COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE  
**(BADEA/IDEP/UA)**



## **COURS DE COURTE DUREE DE L'IDEP**

### **INTEGRATION REGIONALE EN AFRIQUE**

**Session française**

IDEP, Dakar (Sénégal), 03 – 14 décembre 2012

**APPEL A CANDIDATURES ET NOMINATIONS**

Septembre 2012

## **INTEGRATION REGIONALE EN AFRIQUE**

### **IDEP, Dakar, Sénégal, 3 – 14 décembre 2012**

#### **1. INTRODUCTION**

Après une période initiale de déclin qui a duré depuis la fin des années 70 jusqu'à la fin des années 80, l'intégration régionale est véritablement de retour dans les programmes de politique économique de la plupart des pays africains. En effet, l'intérêt renouvelé dans le domaine de coopération et d'intégration économique régionales s'est manifesté non seulement au niveau national mais aussi au niveau régional. À travers l'Afrique, les gouvernements ont mis sur pied des ministères spécialisés, des agences ou des départements ministériels ayant en charge les questions de coopération économique et d'intégration africaines.

Dans le contexte de la quête pour une approche plus systématique à la promotion de l'unité africaine et la construction de la Communauté économique africaine proposée, huit Communautés Economiques Régionales (CER) ont été officiellement reconnues et désignées par les Chefs d'Etats et de Gouvernements pour servir d'éléments constitutifs essentiels. A la fois le processus de coopération et d'intégration régionale ainsi que les institutions ayant en charge la responsabilité de le piloter ont reçu ces dernières années un coup de pouce hors du commun, y compris un appui extrabudgétaire de la part de plusieurs bailleurs de fonds internationaux. En guise de réaction, les CER ont opéré des réformes internes à des niveaux divers dans le but de renforcer leur efficacité et leur capacité institutionnelles en tant que forces motrices du programme d'intégration. En même temps, elles ont approfondi et étendu le programme en rapport avec la coopération économique inter Etats.

L'intérêt renouvelé et largement partagé à travers l'Afrique en ce qui concerne la coopération économique et l'intégration régionales, reconforte la plupart des débats historiques et plus contemporains qui ont été développés à l'endroit des pays du continent sur les raisons salutaires quant à travailler étroitement ensemble pour venir à bout des contraintes structurelles et autres qui entravent leur développement. Néanmoins, que ça soit au niveau des CER ou au niveau national, il est tout aussi

évident qu'il faut notamment plus d'investissement dans le développement de capacité et la formation afin de gérer et accélérer efficacement le programme de coopération et d'intégration.

Sur le plan sous-régional, les CER requièrent des masses de gestionnaires compétents de niveau intermédiaire et supérieur dont les capacités techniques et les aptitudes professionnelles se doivent d'être régulièrement renouvelées et actualisées non seulement par rapport au thème général du régionalisme mais aussi en relation avec des questions spécialisées. Parmi celles-ci, l'on peut citer: politique tarifaire, unions douanières, politique et union monétaires, investissements transfrontaliers, commerce et politique industrielle sous-régionaux, mécanismes de compensation sous-régionaux, règles de concurrence et négociation commerciale sous-régionale collective avec les autres blocs régionaux.

Au niveau national, dans un environnement où les règles et procédures régionales, y compris la plupart de celles qui ont été agréées, ne sont pas encore normalement intégrées ou opérationnalisées comme faisant partie du mécanisme de politique intérieure, la question du renforcement et du renouvellement de capacité ainsi que de connaissances spécialisées reste absolue. Les pays ont aussi besoin d'un noyau de spécialistes qui pourrait articuler et négocier à tout moment le point de vue de leurs gouvernements sur diverses questions techniques cruciales au programme d'accélération de la coopération et de l'intégration. Dans tous les cas, la disponibilité d'opportunités pour le développement de capacité et de la formation peut contribuer substantiellement à faire la différence entre rhétorique et résultats dans la quête continentale pour un projet de coopération et d'intégration, susceptible de booster des transactions économiques intra africaines tous azimuts, d'améliorer le bien-être du citoyen, de renforcer le rôle de l'Afrique dans le partage d'activités économiques mondiales et l'amortissement des chocs externes dans les pays de la région de façon plus efficace.

## **2. OBJECTIF DU COURS**

L'objectif principal du cours est de mettre à jour ainsi que de renforcer les connaissances, les compétences et la capacité des participants dans la conception des politiques et programmes pour l'apprendissage et l'accélération de la coopération et l'Intégration régionales en Afrique. Plus spécifiquement, le cours se veut de promouvoir une gouvernance plus efficace et plus orientée vers les résultats à l'endroit des processus et des institutions de coopération et d'intégration régionales africaines en tant qu'éléments clés du développement continental. Dans le cadre de ces objectifs, les participants seront aux prises avec une analyse comparative des voies d'intégration poursuivies par les pays africains, les expériences qui ont été enregistrées jusqu'à présent en ce qui concerne les efforts d'intégration, les défis qui se profilent ou persistent, et les moyens alternatifs pour y faire face. Les participants débattront également des principales questions conceptuelles et empiriques récurrentes dans le domaine du régionalisme africain, y compris les voies stratégiques optimales quant à l'utilisation de l'intégration régionale comme outil de base pour la transformation des économies des pays africains et à les orienter vers le chemin d'une croissance et d'un développement soutenu et durable. Les expériences de coopération et d'intégration régionales de la part d'autres régions du monde seront également passées en revue.

Le faible rythme de mise en oeuvre des accords de coopération et d'intégration régionales en Afrique reflète une combinaison de facteurs, dont des questions de capacité techniques, la problématique de la conception de politique, le manque de volonté politique durable, ainsi que des lacunes dans l'exécution de politique aux niveaux national, sous-régional et continental. Le cours ambitionne de contribuer à combler les multiples et persistants écarts dans le programme de coopération et d'intégration en offrant un programme complet basé sur la politique économique et intellectuellement riche pour renforcer et accélérer le régionalisme en tant que partie de la stratégie de développement pour l'Afrique. Ce faisant, le cours contribue directement à la réalisation du programme de développement de l'Afrique telle qu'elle est formulée et pilotée par l'Union Africaine.

### **3. PARTICIPANTS CIBLES**

Le cours est principalement conçu au profit des cadres des diverses communautés économiques régionales (CER) directement impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités et des processus de coopération et d'intégration régionales en Afrique. Il est également ouvert aux fonctionnaires pertinents de la Commission de l'Union Africaine (UA) et de son agence le NEPAD, ainsi que des diverses institutions financières oeuvrant dans le sens de l'intégration monétaire africaine. Des fonctionnaires de niveau intermédiaire et supérieur travaillant au niveau national sur les questions de coopération et d'intégration régionales en tant que points focaux des CER dans les pays membres sont également éligibles au cours. Dans tous les cas, pour être admis au cours, les participants doivent être titulaires d'un diplôme de licence ou équivalent au minimum et justifier d'au moins trois ans d'expérience professionnelle post universitaires pertinentes.

### **4. COMPETENCES ET RESULTATS ATTENDUS A TERME**

Au terme du cours, les participants devraient acquérir les compétences et arriver aux résultats suivants:

- a) La mise à jour de leurs connaissances en ce qui concerne les tous derniers développements en matière de coopération et d'intégration régionales en Afrique et partout dans le monde;
- b) Une compréhension globale des différentes étapes / phases de l'expérience de coopération et d'intégration régionales ainsi que les conditions préalables à leur réalisation;
- c) Une appréciation exhaustive de la carte du processus de la coopération et de l'intégration régionales africaine, y compris les institutions qui pilotent les différents processus et les stratégies qui les sous-tendent;
- d) Le renforcement de leur capacité à forger des scénarios alternatifs d'intégration régionale et les implications de chacun d'entre eux pour le développement africain, et
- e) Une meilleure maîtrise de la façon de concevoir, mettre en œuvre, coordonner et suivre les politiques, programmes et projets d'intégration régionale au bénéfice des peuples du continent.

## 5. CONTENU

Le cours comprend dix (10) modules qui couvrent les différentes facettes de la problématique de l'intégration et de la coopération régionales en Afrique et repartis en deux parties comme suit:

- **Partie 1:** Intégration économique: questions conceptuelles et théoriques et intégration panafricaine, ressources et services communs.
- **Partie 2:** Coopération monétaire, politiques et stratégies industrielles dans un contexte d'intégration régionale vers le renforcement de capacité pour l'intégration économique et la Communauté Economique Africaine/Union Africaine.

## 6. APPROCHE PEDAGOGIQUE

L'approche pédagogique de l'IDEP a pour soubassement le fait que les participants au cours sont de fait des professionnels bien informés qui apportent des expériences pouvant être exploitées efficacement au bénéfice de tous les stagiaires. Pour ce faire, une approche hautement interactive entre les personnes ressources et les participants mais aussi entre les stagiaires eux-mêmes est encouragée. Aussi, les activités de développement de capacité et de formation de l'IDEP ont pour but de présenter aux participants une gamme d'approches alternatives pour réfléchir et faire face aux principaux défis stratégiques que les planificateurs du développement et les gestionnaires de l'économie se doivent de relever dans le cadre de leur travail dans des mêmes contextes que ceux des pays africains. En outre, l'on s'efforce d'établir un équilibre entre la formation et l'enseignement. De ce fait, une attention toute particulière est accordée aux questions de politique mais aussi pratiques, de même que des cours magistraux vont de pair avec des études de cas, des visites sur le terrain, des discussions de groupe, ainsi qu'un échange d'expériences parmi les participants. Au terme de chaque session, celle-ci fait l'objet d'une évaluation complète pour permettre à l'IDEP de renforcer davantage ses activités de développement de capacité et de formation.

## 7. FORMAT

- **Langues:** le cours sera dispensé en français par un groupe de personnes-ressources invitées par l'IDEP pour diligenter le programme.
- **Durée:** le cours se déroulera sur deux semaines, avec un total de 60 heures
- **Nombre de participants:** un total de vingt-cinq (25) participants est admis dans chaque cours de courte durée de l'IDEP
- **Intervenants:** des professionnels et des experts universitaires de haut niveau dotés de connaissances et d'expérience solides dans le domaine du régionalisme en Afrique à tous les niveaux qu'ils soient national, régional ou continental

8. **FRAIS D'INSCRIPTION AU COURS:** 2.500 \$EU (PS: Ce montant ne couvre pas le coût du voyage par avion ainsi que les frais de subsistance)

9. **BOURSE:** Un nombre limité de bourses partielles ou complètes est offert aux cadres admis à participer dans ses cours de formation de courte durée.

## 10. DATES

- Début du cours: *Lundi 3 décembre 2012*
- Fin du cours: *Vendredi 14 décembre 2012*

11. **DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET NOMINATIONS:**  
*Vendredi 2 novembre 2012*

***N.B. L'IDEP encourage et appuie particulièrement la participation de femmes qualifiées dans son programme de développement de capacité et de formation.***